

Les Européens, premières victimes des sanctions contre l'Iran

RÉSEAU VOLTAIRE | 31 JANVIER 2012

ENGLISH



Le secrétaire général du syndicat des raffineurs italiens, M Piero de Simone, vient de révéler que l'Italie s'apprête à fermer 5 raffineries en raison des sanctions unilatérales prise par l'Union européenne à l'encontre de l'Iran et au boycott de ses ressources pétrolières.

Lors de leur dernière **réunion à Bruxelles** le 23 janvier 2012, les ministres des Affaires étrangères de l'Union Européenne ont imposé de nouvelles sanctions contre l'Iran, incluant une interdiction d'acheter le pétrole en provenance de ce pays, un gel des avoirs bancaires de la Banque Centrale iranienne dans l'Union européenne, et une interdiction sur la vente de diamants, or et métaux précieux à l'Iran.

Selon M. Simone, au niveau européen ce seraient 70 raffineries qui risqueraient la fermeture en application de ces décisions.

Or, les sanctions auront peu de conséquences pour l'Iran puisque ses principaux clients, l'Inde et la Chine, dont la demande est croissante, ont déjà trouvé les moyens de contourner l'embargo.

Selon De Simone, « *les pays asiatiques n'appliquant pas*

l'embargo, seront désormais en mesure d'acheter le pétrole iranien à prix bradé et de revendre aux Européens les produits pétroliers raffinés ».

Au même moment en France, le site de la raffinerie *Petroplus* (550 salariés directs sur la raffinerie, 400 sous-traitants directs et 1 000 emplois induits) s'apprête à fermer, le groupe suisse *Petroplus* ayant annoncé un problème de financement pour ses cinq raffineries européennes, représentant 2 500 salariés directs (Petite Couronne en France, Antwerp en Belgique, Cressier en Suisse et Essex et Teesside en Grande Bretagne ainsi que l'Unité de recherche et développement de Cardiff).

Les ministres affirment que les sanctions contre l'Iran sont motivées par leurs craintes sur la nature du programme nucléaire de Téhéran. Les soupçons européens n'ont pas pu être confirmés par l'Agence internationale de l'énergie atomique, bien que l'Iran soit l'État le plus inspecté au monde en cette matière. Ils se fondent exclusivement sur des rapports de renseignement israéliens, alors même qu'Israël ne cache pas son intention de provoquer un conflit armé contre l'Iran.

En définitive, les sanctions prises contre l'Iran par les Ministres des affaires étrangères européens pour plaire à leur partenaire israélien se révèlent être à l'encontre des entreprises et des salariés européens.

Source : « Les Européens, premières victimes des sanctions contre l'Iran », *Réseau Voltaire*, 31 janvier 2012, www.voltairenet.org/a172562